
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CLIX.

Du Dimanche 13 Décembre 1789.

APRÈS la lecture des adresses, des procès-verbaux, & de celui de la bénédiction des drapeaux de la garde nationale de Tours, M. le président a dit que les députés de la commission intermédiaire d'Alsace, étoient venus présenter un mémoire relatif aux droits féodaux de leur province; ce mémoire a été renvoyé au comité féodal.

L'assemblée a donné séance aux députés de Provins, qui sont venus offrir un don patriotique.

Un membre ayant demandé de substituer au titre de plan de banque de M. de la Borde, celui de plan de finance, on a décidé que celui de banque seroit conservé.

On dit qu'il y a des municipalités qui ont refusé de nommer des adjoints pour les procédures criminelles, & qu'il y a aussi des cours qui ont voulu avilir cette espèce de pairie, ou de jurée; peut-être ne doit-on pas s'en étonner autant que des refus faits par quelques avocats nommés d'office, conseils des accusés. On sent bien que ce reproche ne convient ni aux avocats de Nanci, ni à ceux de

Tome V.

I

Toulouſe & de Paris, qui ont établi des ſociétés de bien-
faifance & de conſeil pour les pauvres & les accusés.

M. Grelet de Beauregard ne ſe plaignoit que des avocats
d'une juſtice inférieure; il a propoſé en conſéquence le dé-
cret ſuivant:

« Que ceux qui ſeront nommés d'office conſeils des ac-
cuſés, ſeront tenus d'en remplir les fonctions, à moins
qu'ils n'ayent pour s'en diſpenſer les mêmes raiſons qui
rendent un juge récuſable, & dans ce cas, l'avocat qui les
ſuivra dans l'ordre du tableau, ſera tenu de les remplacer. »

Cette motion faiſant ſuite du décret ſur les matières
criminelles, a été renvoyée au comité des ſept, qui avoit
été établi pour le rédiger.

Le décret ſur les bois ayant été relu dans l'aſſemblée en
même temps que le procès-verbal de la veille, a donné
occaſion à M. de la Jacqueminière, & à M. Prévôt de
faire quelques obſervations. Le premier a demandé qu'on
ajoutât à l'article 3, après *lieux publics*, ces mots, *pépi-
nières & plantations*, qui méritoient à toutes ſortes de titres
d'être protégés par la loi; cette addition a été adoptée.

M. Prévôt a demandé que le mot *compétens* fût effacé
du 5^e article, parce qu'il pouvoit donner lieu à toutes
les anciennes queſtions de compétence des juges, & caſſa-
tion des procédures qu'il étoit néceſſaire d'éviter dans ces
circonſtances.

M. la Reire vouloit ſeulement qu'on ajoutât à l'article
le mot *concurrentement*.

M. Barrère de Vieuzac a obſervé que le comité n'avoit
pas cru devoir inférer dans l'article le mot *compétens* pour
éviter toute difficulté, mais qu'il avoit été réclamé à la
ſéance précédente par un grand nombre de membres;
qu'au ſurplus c'étoit ſe conformer au décret rendu par
l'aſſemblée dans le mois de novembre, pour les bois des

ecclésiastiques, de supprimer le mot *compétens* ; pour rétablir la concurrence des juges, ce qui a été adopté.

Deux députés, l'un de la Franche-Comté & l'autre de l'Alsace, ont demandé que les bois qui ont été affectés au service des salines, fussent rendus aux communes qui les réclament. M. de Perci a réclamé également les droits d'affouage & autres de cette nature ; ces deux demandes ont été renvoyées au comité des domaines.

M. Pagès, citoyen électeur de Beziers, a fait un don patriotique d'une boîte d'or & de boucles d'argent, en adressant à l'assemblée un mémoire intitulé : *Avis aux bons Citoyens.*

M. d'Aubert, député d'Agen, a offert, au nom de M. de Saint-Amant de la Grange, juge royal du Port-Sainte-Marie en Agenois, le sacrifice de la finance de son office, évalué aux parties casuelles à la somme de trois mille livres, à cause du centième denier, pour lui tenir lieu de sa contribution patriotique, & de celle de son frère qui demeure avec lui, avec déclaration que ce quart ne s'élève au plus qu'à la somme de deux cents livres ; l'assemblée a accepté.

M. l'abbé d'Espagnac, qui travaille depuis six mois à un plan de banque national, dans lequel on remarque de très-grandes vues, & à l'exécution duquel il ne manque peut-être que des circonstances plus calmes, a demandé d'être entendu pour en faire lecture à l'assemblée ; mais un décret du 20 novembre en avoit ordonné l'examen dans le comité des finances. MM. de Montesquieu & d'Allarde ont été nommés commissaires, leurs travaux ne leur ont pas permis de s'en occuper encore ; c'est ce qu'à assuré M. d'Ailli qui a rendu justice au plan de M. l'abbé d'Espagnac. L'assemblée l'a invité à le faire imprimer.

Les représentans de la commune de Toulon ont envoyé

un courrier extraordinaire , chargé des instructions & pièces relatives à l'arrestation de MM. d'Albert de Rioms , du Village , de Broglie , de Broquier & autres officiers de la marine , à qui l'assemblée a accordé la liberté.

La commune de Toulon attend qu'on lui trace la route qu'elle doit suivre. Les pièces & la lettre du 17 décembre ont été renvoyées au comité des rapports.

M. Dailli a fait part à l'assemblée des travaux continus du comité des finances sur les plans de banque nationale & de la caisse d'escompte. « Ce soir , à six heures , nous devons , a-t-il dit , conférer avec le ministre des finances. Lundi dernier nous avons entendu les administrateurs de la caisse d'escompte ; nous nous rassemblons encore demain & lundi , & M. le Couteulx fera le rapport du travail mardi.

M. Thiboutot a demandé que le plan des finances de M. Ferrieres de Lyon , dont les développemens devoient être présentés par M. Péthion de Villeneuve , fût mis sous les yeux de l'assemblée. M. de Mirabeau demandoit que sa dernière motion fût débattue ou ajournée à jour fixe ; d'autres membres demandoient la lecture de l'instruction à envoyer aux municipalités ; plusieurs autres ont réclamé la préférence pour le comité militaire qui l'a obtenue. — D'après une courte observation de M. Dupont , portant que M. Necker avoit dit dans un de ses discours qu'il ne pouvoit faire connoître son plan de finance qu'après que l'assemblée auroit fixé l'état militaire.

Si le plan du comité militaire , rapporté par M. de Bouhillier , présente quelque avantage , c'est sur-tout par l'abolition de ce droit tyrannique de lever des troupes indéfiniment , fléau qui dégradait le peuple , énermoit les campagnes & favorisoit le pouvoir arbitraire. La nation avoit vu dériver de ce prétendu droit deux méthodes meurtrières de recruter l'armée , *les milices & les enrôlemens*.

La première méthode substituée à l'arrière-ban, arrachoit le cultivateur à la charrue, & l'artisan à son atelier, au premier signal d'un subdélégué barbare, qui ne parcouroit les campagnes que pour les décimer, & les mettre à contribution. La seconde alimentoit les passions de la jeunesse, achetoit les enfans de famille, & marchandoit à vil prix la liberté des hommes; mais que peut espérer la liberté publique d'un défenseur, qu'un fatal billet à livré au subdélégué, & voué à l'uniforme; ou plutôt, que ne doit pas craindre la constitution d'un mercenaire acheté au meilleur marché possible? Les nouveaux plans sur la constitution militaire, soumis hier au jugement de l'assemblée par MM. de Crancei & de Menou, se réunissent tous à un même but, celui d'anéantir ces ressources immorales & de fermer les plaies de l'agriculture. *Une armée citoyenne* est le vœu de tous les orateurs qui ont parlé sur cet objet important; ils desiront que la patrie attaquée appelle tous ses enfans à son secours; quand la puissance nationale est attaquée, toutes les mains qui la partagent doivent s'armer pour la maintenir; c'est ainsi que tout tend à nous donner la circonscription militaire.

Un objet plus digne encore des regards & des sollicitudes de l'assemblée nationale, est la paie du malheureux soldat, atténuée de manière que leur subsistance paroît impossible avec le prêt journalier. Il est temps que la nation, en augmentant cette solde, fasse disparaître cette parcimonie ministérielle, qui ne donnoit à l'homme d'armes que ce qu'il falloit pour l'empêcher de mourir. Il est temps que les défenseurs nationaux ne trouvent plus l'indigence dans un art malheureusement nécessaire à la sûreté des empires. Le despotisme qui avoit besoin de soldats pour avoir des impôts, pouvoit peut-être, au moyen de

la discipline , l'éziner sur la manière de soutenir leur vie ; mais la liberté ne commettra jamais le crime d'attenter à la subsistance journalière du soldat ; il a trop de part à la révolution actuelle , il a trop concouru à la liberté pour que la liberté l'oublie.

Après cette apperçu général , nous allons faire connoître les deux discours qui ont été prononcés.

« Dans un moment , disoit M. d. Crancei , où la nation vient de fonder sa liberté sur les débris de tous les pouvoirs arbitraires , la France ne doit pas cesser d'allier le respect & l'amour qu'elle a pour son roi , avec la majesté de sa constitution ; elle doit veiller dans un silence imposant , jusqu'à ce que le temps & l'opinion aient consolidé ce grand ouvrage , & que les ennemis de la patrie , disparus de la terre , aient fait place à de meilleurs citoyens ; si la nation s'endort , son sommeil sera celui de la mort..... Dans cette position dangereuse , quel parti indiquent à la France la prudence & la raison ? Un seul ; celui de rester sous les armes , si elle ne veut pas reprendre des fers plus pesans que ceux qu'elle portoit. L'organisation des milices est donc nécessaire pour la liberté & le repos de la nation..... C'est un droit de tous les François de servir la patrie ; c'est un honneur d'être soldat , quand ce titre est celui de défenseur de la constitution de son pays. Je dis que dans une nation qui veut être libre , qui est entourée de voisins puissans & couverte des factions sourdes & ulcérées , tout citoyen doit être soldat , & tout soldat citoyen , sinon la France est arrivée au terme de son anéantissement. En vain opposeroit-on les tristes résultats du moment présent ; l'affaiblissement du pouvoir exécutif est dû à l'abus qu'on a voulu en faire ; le mépris des loix à la conduite des juges , l'horreur des distinctions politiques aux exactions

des hommes puissans ; la perte du crédit national à la dilapidation des revenus publics & aux opérations usuraires des gens de finance ; enfin la disette , même au sein de l'abondance , & les mouvemens populaires qu'elle occasionne aux manœuvres les plus coupables du bien public : cessons donc de calomnier ce pauvre peuple ; moi , j'admire son courage & sa patience , & je désire que l'on me cite une nation qui , ayant à lutter à la fois contre une aussi énorme masse de conjurations , ait su élever sa grandeur sur leurs débris , avec autant de sagesse & si peu de cruauté. »

M. de Crancei disoit que les bases du plan de M. de la Tour du Pin étoient les mêmes qu'avant la révolution , c'est-à-dire , une armée de cent cinquante mille hommes , à laquelle , au premier bruit de guerre , il faudroit amalgamer cent vingt mille hommes de milices. M. de Crancei pensoit que , pour l'exécution de ce plan , les provinces ne souffriroient pas des recruteurs , ni que l'armée fût composée de gens sans aveu & sans domicile fixe , qui aveuglément dévoués à la main qui les conduit , pourroient envahir la liberté publique ; qu'elles ne souffriroient pas que des régimens étrangers à l'intérêt du pays , usurpent l'autorité municipale ; que pour l'intérêt des entrepreneurs des vivres , l'argent qu'elles paient pour la solde des troupes soit consommé hors de leur sein , tandis qu'elles manquent elles-mêmes de consommateurs , & par conséquent de ce qui nourrit l'agriculture , & reproduit les moyens d'acquitter l'impôt.

Quant aux milices , M. de Crancei substituoit au tirage du sort , la conscription vraiment nationale , & réfutoit plusieurs objections élevées contre les milices nationales : nous regrettons de ne pouvoir consigner ici plusieurs traits énergiques & lumineux de ce discours ; il nous suffira de dire que d'anciens militaires se sont plaint de quelques

expressions de l'orateur , qu'ils regardoient comme injurieuses à l'état militaire. M. de Panat s'est porté jusqu'à demander que M. de Crancei fût rappelé à l'ordre. M. de Juigné est allé encore plus loin , en demandant que l'orateur fut obligé de faire des excuses aux militaires dans l'assemblée même ; quelques autres nobles ont augmenté cette espèce d'insurrection , qui doit paroître étrange dans une assemblée législative , où la liberté des opinions doit être entière.

C'est ce que M. de Montlausier a très-bien fait sentir , en disant que M. de Crancei pouvoit dire nuement & cruellement ce qu'il pensoit sur le militaire , ainsi que sur les autres parties de l'administration publique.

« Ceci n'est pas un mouvement d'aristocratie militaire , disoit M. de Foucaud ; il n'est pas possible de dire des injures dans l'assemblée , ni de rendre odieuse une profession aussi nécessaire à l'état ; enfin M. Prieur a demandé la question préalable sur toutes ces demandes , & l'assemblée a été obligée d'aller aux voix pour déclarer qu'il n'y avoit lieu à délibérer.

M. de Crancei a repris la parole , & a proposé seize articles sur l'établissement des milices nationales & le recrutement de l'armée.

« Vous pouvez anéantir la nation ou la régénérer , a dit M. d'Ambli ; il faut méditer le plan de l'armée avant de l'adopter , & j'offre d'en donner un qui sera bon.

« Il ne suffit pas , a dit M. de Menou , d'avoir fondé la liberté , il faut encore la conserver ; le seul moyen d'y parvenir est d'entretenir une force publique qui sache faire respecter les loix au dedans , & défendre l'état au dehors contre les attaques de ses ennemis. L'emploi de cette force ne peut être confié qu'au pouvoir que la nation a chargé de faire exécuter ses loix & de veiller à sa sûreté. Il est

donc nécessaire que cette force soit organisée de manière à remplir sa véritable destination, sans pouvoir jamais servir d'instrument au monarque qui voudroit abuser de son autorité ».

M. de Menou pensoit que toute nation libre & jalouse de sa liberté, n'a d'autre moyen pour avoir une bonne armée, que de la composer que de vrais citoyens, & d'établir que chaque individu naisse soldat, & consacre quelques années de sa vie à la défense & à la sûreté de son pays : « Mais, s'écrioit l'orateur, la nation voudra-t-elle, pourra-t-elle se soumettre à cette obligation? Elle le pourra, elle le voudra, lorsqu'elle sera certaine de ne combattre que pour sa défense & pour sa liberté; lorsqu'elle ne fera plus de guerre pour assouvir l'ambition d'un despote ou les passions d'un ministre; lorsque chaque individu, sans exception, sera tenu au service militaire, en personne, ou par un avoué; lorsque celui qui aura combattu ou porté les armes pour l'intérêt général sera respecté & considéré; lorsqu'enfin l'état militaire sera devenu un état honorable pour chacune des classes qui le composent, & que le soldat, ainsi que l'officier, recevront un salaire suffisant ».

C'est avec la même énergie que M. de Menou prouvoit que la conscription n'attaquoit pas la liberté, puisque défendre la patrie dans les armées, c'est exercer une fonction publique, comme de faire des loix dans un sénat. Il refutoit encore l'objection prise des vices de la constitution physique de quelques individus. » Ceux-là, disoit-il, se feront représenter par un avoué, ou au moyen d'une contribution légère de trois deniers pour livre de toutes les impositions directes qui pourroient s'élever dans le royaume à près de trois millions; c'est un impôt de plus, dira-t-on, mais cet impôt peut-il être mis en ba-

lante, avec l'avantage incalculable d'avoir l'armée la plus formidable & la plus citoyenne. Dans ce moment, il en coûte au royaume à peu près cinq millions par an pour les enrôlemens, sans compter les frais que les régimens déboursent; & cependant quelle espèce d'hommes procurent-ils? D'ailleurs, dix mille soldats citoyens, levés par la conscription, valent plus que trente mille mercenaires, il ne sera pas nécessaire d'avoir une armée nombreuse. Je proposerois qu'elle ne fût, en temps de paix, que de cent vingt mille hommes, quatre-vingt mille d'infanterie, & quarante mille de cavalerie. L'infanterie pourroit aisément se doubler en temps de guerre, ce qui la porteroit à cent soixante mille hommes; quant à la cavalerie, j'ai cru qu'il étoit nécessaire de l'avoir aussi nombreuse en temps de paix qu'en temps de guerre, vu la difficulté de former les cavaliers.

Total de l'armée en temps de guerre, deux cents mille hommes. « Quelques militaires, des ministres sur-tout, ne trouveront pas cette armée assez nombreuse; M. de Menou leur répondoit, « que ce n'étoit pas une nombreuse armée, mais une bonne armée qu'il falloit; que les deux cents mille hommes divisés en quatre corps de chacun quarante mille hommes d'infanterie & de dix mille de cavalerie, offroient une barrière insurmontable. Il ajoutoit que depuis un siècle les armées européennes n'ont été aussi nombreuses que, parce que les puissances avoient la fatale manie des conquêtes; manie qui leur étoit despotiquement nécessaire pour détourner l'attention de leurs sujets, qui, sans cette occupation auroient cherché à secouer le joug sous lequel ils étoient asservis; qu'il est indubitable que les opinions qui ont occasionné l'heureuse révolution de la France, circuleront parmi tous les peuples pensans de l'Europe, & changeront la politique, qui jus-

qu'à présent l'a gouvernée; qu'alors chaque nation sentira comme la France, qu'il est de son intérêt de n'être jamais une puissance offensive, mais défensive».

M. de Menou réfutoit avec la même force l'objection prise de la différence de population dans les provinces; il pensoit que tout citoyen devoit être inscrit dans les registres militaires nationaux, depuis l'âge de 18 ans jusqu'à celui de 40; & que dans ce terme de 22 ans, il en consacra six au service de sa patrie. L'homme riche, se dispensant du service personnel, donneroit 200 livres qui, mis en masse, augmenteroient le fort des avoués.»

M. de Menou répondoit à ceux qui vouloient maintenir les enrôlemens à prix d'argent, que ces enrôlemens sont immoraux, dispendieux, dangereux pour la liberté, & inconstitutionnels; il improuvoit également les milices tirées par la voie du sort, espèce d'avilissement pour l'état militaire; & après avoir indiqué la conscription militaire comme le seul moyen qui peut donner des citoyens-soldats, & des soldats-citoyens, il disoit en finissant: « Qu'on jette un coup-d'œil sur les grandes puissances de l'Europe; chez elles la moitié de l'armée est toujours employée à garder l'autre; comment des hommes peuvent-ils s'accoutumer à ces formes avilissantes? Si nous devons avoir des troupes semblables, mettons au feu notre déclaration des droits, nos articles de constitution, retournons dans nos provinces, & tendons les mains aux fers & à l'esclavage. »

Ce discours a été plusieurs fois applaudi, & l'assemblée en a demandé l'impression. Il est à désirer que M. de Menou fasse imprimer aussi les preuves & les développemens de son plan.

M. Reuillier, membre du comité des finances, a rapporté le décret relatif aux impositions de Bretagne, que le comité a cru devoir rendre général pour le royaume.

Après quelques débats , la discussion sur les articles du décret a été ajournée à la séance du soir.

On souscrit, à Paris ; chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal. N^o. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 livres pour Paris , & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.